



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
DE LA GIRONDE**

Service risques et gestion de crise

ARRETE du

2 OCT. 2014

**ARRETE modifiant la carte de zonage réglementaire
du plan de prévention du risque d'incendies de forêt de la commune
d'Andernos les Bains**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;
VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 relatifs aux modalités d'organisation d'enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3, relatifs aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1 à 4 et L. 2215-1, relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturels ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le code des assurances et notamment ses articles L.125-1 à L.125-6, L.431-9, R.431-30 à R.431-31, A.125-1 à A.125-3 relatifs à l'assurance des risques de catastrophes naturelles ;
VU l'arrêté préfectoral du 19 août 2010 portant approbation du plan de prévention du risque d'incendies de forêt de la commune d'Andernos les Bains ;
VU le jugement du 21 novembre 2013 du tribunal administratif de Bordeaux relatif au zonage du plan de prévention du risque d'incendie de forêt de la commune d'Andernos les Bains ;

CONSIDERANT que par décision du 21 novembre 2013 le tribunal administratif de Bordeaux a prononcé l'annulation de l'arrêté du 19 août 2010 en tant qu'il classe une partie de la parcelle anciennement cadastrée BL n°10 et l'intégralité de la parcelle anciennement cadastrée n°12 respectivement en zone orange et en zone bleue du plan de prévention du risque d'incendies de forêt de la commune d'Andernos. ; qu'ainsi le plan de zonage réglementaire du plan de prévention du risque incendie de forêt de la commune d'Andernos doit être modifié.

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde

-ARRETE-

ARTICLE 1

Le plan de zonage réglementaire du plan de prévention du risque incendie de forêt de la commune d'Andernos prévu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2010 est ainsi modifié :

- la parcelle partiellement cadastrée BL n°10, classée en zone orange du plan de zonage approuvé le 19 août 2010 est classée en zone rouge.
- la parcelle cadastrée BL n°12 classée en zone bleue du plan de zonage approuvé le 19 août 2010 est classée en zone rouge.

ARTICLE 2

Le plan de zonage modifié fera l'objet des mesures de notification et d'exécution ci-après prescrites :

Le présent arrêté ainsi que le plan de zonage modifié seront notifiés pour exécution, chacun en ce qui le concerne, au Maire de la commune d'Andernos les Bains, au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine.

Le Maire de la commune d'Andernos les Bains procédera, dès notification et au plus tard dans un délai de trois mois, à l'annexion effective du présent arrêté et du plan de zonage modifié aux documents d'urbanisme de la commune. Il veillera, dès l'opposabilité du plan, à l'entière conformité avec ce dernier, de tous projets d'aménagement, de construction, d'équipement et de travaux qui seront portés à sa connaissance par la voie de déclaration ou de demande d'autorisation de réalisation.

ARTICLE 3

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Gironde, soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique) dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 2, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant quatre mois à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 4 :

- le Secrétaire Général de la Préfecture ;
- la Sous-Préfète d'Arcachon;
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde ;
- le Maire de la commune d'Andernos ;
- le Président de la communauté de communes du bassin d'Arcachon Nord ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Jean-Michel BEDECARRAX